

Supriya Routh et Vando Borghi (dir.), *Workers and the Global Informal Economy*, New York, Routledge, 2016, 240 p.

Mylène Fauvel

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3478>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.3478](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.3478)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

**Éditeur**

Association d'Économie Politique

**Référence électronique**

Mylène Fauvel, « Supriya Routh et Vando Borghi (dir.), *Workers and the Global Informal Economy*, New York, Routledge, 2016, 240 p. », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 58 | 2017, mis en ligne le 15 mai 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3478> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.3478>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

---

# Supriya Routh et Vando Borghi (dir.), *Workers and the Global Informal Economy*, New York, Routledge, 2016, 240 p.

Mylène Fauvel

---

- 1 Les auteurs de l'ouvrage collectif *Workers in the Global Informal Economy*, dirigé par Supriya Routh et Vando Borghi, mobilisent les concepts de travail informel et d'informalisation pour réfléchir aux zones grises de l'emploi et des transformations qui y sont associées. Ils se penchent sur la définition de l'informalité et la montée du travail informel à travers des textes théoriques et des études de cas effectuées dans des contextes nationaux aussi divers que l'Argentine, l'Inde, le Cameroun, la Chine et la Russie.
- 2 Les thèmes transversaux de l'ouvrage sont l'importance de penser le continuum entre l'économie informelle et formelle, les liens entre le néolibéralisme et l'informalité, et l'agentivité des travailleurs-euses informels. L'ouvrage met en parallèle différentes perspectives, permettant ainsi de (re)penser les enjeux théoriques et méthodologiques associés à l'étude de l'économie informelle. Néanmoins, de manière générale, ce livre semble s'adresser à un public ayant déjà quelques connaissances théoriques entourant le travail informel et est possiblement moins accessible au lectorat novice qui chercherait à cerner pour une première fois les concepts de travail informel et précaire. L'ouvrage permettra toutefois aux personnes informées de raffiner leur compréhension de ce qu'est le travail informel.
- 3 Dans le cadre de cette recension, nous vous proposons un survol de chacune des parties de l'ouvrage par une brève présentation des textes qui les composent. La première partie de l'ouvrage met en contexte les discours autour de l'économie informelle et les liens avec le rôle de l'État. La seconde partie aborde les processus juridiques, et notamment le processus de régulation. Finalement, la troisième partie présente des exemples d'organisation collective de travailleurs-euses informels.

## 1. Première partie: « Neo-Liberalism, State and Regulation in formulating informality »

- 4 La première partie propose une analyse critique du discours néolibéral sur l'informalité. Tout d'abord, une étude quantitative de Williams et Alvaro déconstruit trois hypothèses néolibérales, soit 1) que le taux d'imposition élevé favorise l'informalisation du travail, 2) que la corruption du secteur public est l'une des causes de la montée du travail informel, et 3) que l'intervention de l'État sur le marché contribue à l'informalisation du travail. À travers l'analyse des données économiques de 117 pays, les auteurs démontrent que, bien qu'un lien semble exister entre le niveau de corruption et l'informalité, aucune relation ne peut être établie entre le niveau d'imposition ou l'intervention de l'État sur le marché. Ils en appellent donc à revoir les hypothèses néolibérales. Ce sont par la suite les controverses théoriques associées à l'économie et au travail informels qui font l'objet du texte de Slavnic. Dans son argumentaire, l'auteur déplore trois approches fréquemment mobilisées pour étudier l'économie informelle, soit 1) l'association systématique entre l'économie informelle et l'économie illégale, 2) la vision dichotomique qui conçoit l'économie comme formelle ou informelle et ne prend pas en considération le continuum existant et les zones grises possibles, et 3) les discours simplificateurs établissant une relation causale entre travail informel et immigration. L'auteur nous invite donc à dépasser l'approche dichotomique formelle/informelle en pensant le rôle de l'État dans les processus d'informalisation, ce qu'il illustre par une étude de cas sur l'industrie du taxi en Suède. Cette première partie de l'ouvrage se termine par une réflexion sur le cas particulier de la Chine et les changements provoqués par les réformes post-maoïstes, entre autres concernant l'évolution de l'emploi, les transformations du marché du travail, ainsi que les transformations des relations entre les individus, la société et l'État. Dans cet écrit, Constantin détaille le rôle de l'État afin de démontrer la tension qui existe entre, d'un côté, un État qui cherche à améliorer les conditions de travail et de l'autre, un État qui souhaite favoriser la croissance économique et répondre aux exigences du modèle néolibéral en encourageant la flexibilisation du travail.

## 2. Deuxième partie: « Law in formalising informal workers »

- 5 La deuxième partie de l'ouvrage traite des enjeux entourant la régulation du travail informel en offrant, entre autres, une critique de l'approche de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le texte de La Hovary aborde d'ailleurs directement les limites juridiques qu'engendrent les définitions offertes par l'OIT concernant le travail informel. L'auteure affirme qu'il est nécessaire de revoir et préciser les définitions utilisées dans les instances internationales, puisqu'à l'heure actuelle, celles-ci ne permettent pas une réelle régulation législative du travail informel. La réflexion sur ce sujet se poursuit ensuite dans le texte de Fragale Filho qui aborde la question de la régulation législative à partir du point de vue des juges. Ce chapitre, à travers des cas concrets de litiges juridiques inspirés du contexte brésilien, permet d'illustrer la complexité entourant le travail informel et les limites des lois du travail et du cadre juridique. Ensuite, le chapitre de Zheng revient sur l'analyse de la montée du travail

informel en Chine, en réfléchissant plus spécifiquement aux réformes législatives et au processus de dénationalisation des entreprises. Les propos de l'auteure viennent ainsi compléter, voire confronter, les conclusions présentées précédemment dans l'ouvrage concernant le contexte national chinois. En examinant les effets des réformes législatives sur le travail informel et sur la protection des travailleurs-euses, Zheng affirme que le processus de dérégulation est attribué au processus de dénationalisation des entreprises : en effet, à partir de 2004, de nombreux individus en viennent à choisir volontairement de travailler informellement. L'auteur examine ainsi l'impact de la Loi des contrats de 2007 (*Labour Contract Law*) qui tâche de réguler le travail informel et démontre en quoi celle-ci fut insuffisante pour assurer réellement la protection des travailleurs-euses informels en Chine. Finalement, c'est en s'éloignant quelque peu de l'analyse des régulations législatives que se termine cette deuxième partie de l'ouvrage. Dumas y présente une étude de cas pour illustrer le concept de « consumocratie », soit une forme de régulation du travail informel associée au pouvoir de décision des consommateurs avertis et informés grâce au marketing social. L'étude de cas présente un système de gouvernance transnational, *Rugmarks*, qui tente de restreindre le travail informel des enfants en Asie du Sud. Les limites d'un tel modèle et les possibilités qui y sont associées sont exposées, tout comme les ambiguïtés éthiques auxquelles ce type d'institution doit faire face (entre autres, concernant la transparence de l'information offerte aux consommateurs-trices).

### 3. Troisième partie: « Informal workers and their multidimensional interactions »

- 6 Finalement, l'ouvrage se termine en abordant plus largement la question de la précarité du travail et de l'organisation collective des travailleurs-euses. On y évoque tout d'abord l'héritage néolibéral en Argentine et ses conséquences sur les conditions de vie des travailleurs-euses. C'est en exposant le contexte argentin depuis les années 1970 que Danini et Lindenboim mettent en lumière les transformations socio-économiques associées au néolibéralisme et la détérioration de la qualité de vie et des conditions d'emploi. Les auteurs se penchent sur les transformations subjectives qui ont accompagné les processus de flexibilisation du travail et les changements apportés à la signification même du travail. En s'appuyant sur des données statistiques, ils démontrent que le travail précaire en Argentine est normalisé et conçu comme étant inévitable, et ce, tant par l'État que par la population. Cette situation est un obstacle à l'obtention de l'appui populaire lorsque vient le temps de défendre et proposer des politiques sociales afin d'améliorer les conditions de travail ou encore de mobiliser les travailleurs-euses et syndicats autour des questions portant sur le travail précaire. Cette partie de l'ouvrage se continue par le texte de Bizyukov qui, à travers une recherche effectuée en Russie, permet d'identifier les spécificités des relations de travail des emplois informels ou non permanents. L'auteur en lumière les différences entre le travail traditionnellement associé à la précarité (soit les emplois à bas salaire et exigeant peu de qualifications) et les nouvelles formes de travail précaire souvent considéré comme émancipatoire tel que les « freelancers ». En identifiant les aspects des relations de travail qui sont précaires, l'auteur parvient à déconstruire les discours sur l'emploi non standard comme source d'émancipation pour les travailleurs-euses. Finalement, les deux derniers textes de l'ouvrage évoquent plus directement

l'organisation collective des travailleurs-euses informels. Le premier cas présente l'organisation collective à Yaoundé au Cameroun, en comparant deux exemples, soit celui des « okada riders » (chauffeurs-euses commerciaux de moto) et celui des « call boxers » (travailleurs-euses offrant des services de téléphonie dans les lieux publics). Idrissou y démontre comment les « okada riders » ont réussi, contrairement aux « call boxers », à obtenir un pouvoir politique grâce à leur organisation collective et aux réseaux de solidarité qui se sont développés, entre autres, au sein de la « National trade union of Cameroon commercial motorbike riders » et des réseaux de microcrédits. Le dernier texte qui complète l'ouvrage discute des différentes manières de penser l'organisation collective des travailleurs-euses précaires, en comparant l'organisation pensée par et pour les travailleurs-euses à celle initiée par professionnels-les et des organisations de défense des droits des travailleurs. En étayant les avantages et inconvénients de ces deux approches, les auteurs en viennent à argumenter en faveur d'une approche misant sur le réseautage interorganisationnel, tout en impliquant directement les travailleurs-euses dans ce processus. Cela est illustré par l'exemple de l'organisation collective des récupérateurs de déchets (waste pickers) à Kolkata en Inde et à Córdoba en Argentine.

- 7 En somme, l'ouvrage dirigé par Routh et Borghi semble s'adresser à un lectorat ayant déjà réfléchi aux enjeux entourant l'économie informelle et souhaitant s'informer sur des études récentes. À ce niveau, ce livre permet de réfléchir aux différentes approches méthodologiques et théoriques pour aborder et définir l'informalité du travail. De plus, la présentation de nombreuses études de cas permet de prendre connaissance des spécificités des contextes nationaux ou encore des convergences existantes entre ceux-ci. Néanmoins, bien qu'un certain dialogue s'établisse entre les auteurs-es, s'appuyant sur les propos développés dans les textes précédents et faisant référence aux thèses des différents auteurs-es du livre, une articulation entre les analyses proposées par les auteurs-es aurait pu être éclairante afin que le lectorat puisse bien comprendre en quoi les différentes perspectives disciplinaires se complètent, se prolongent ou s'opposent. Malgré tout, il ne fait aucun doute que cet ouvrage propose une réflexion permettant au lectorat de (re)penser l'informalité du travail au-delà d'une vision purement économique.

---

AUTEUR

MYLÈNE FAUVEL

Candidate au doctorat en sociologie, Université de Montréal, mylene.fauvel@umontreal.ca